

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1903.

Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1899 concernant les employés dans les greffes.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Par arrêté ministériel du 13 novembre 1901, la position des employés des greffes a été fixée de la manière suivante :

Art. 5. — Les traitements des employés aux greffes des cours, des tribunaux et des justices de paix et directement payés par le trésor public, sont fixés comme suit :

Minimum : 1,000 francs.

Maximum : 2,000 francs.

Art. 6. — Sur la proposition du greffier, et à raison de l'importance des services rendus, le Ministre de la Justice peut allouer à un employé, dans chaque greffe, un traitement supérieur de 500 francs au maximum fixé par l'article 5.

Le même avantage peut être accordé à 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 employés dans les greffes qui comptent respectivement au moins 3, 8, 11, 14, 17, 20, 23, 26 ou 29 employés rétribués directement par le trésor public.

Art. 7. — Les traitements portés au maximum fixé aux deux articles précédents peuvent encore être majorés, à concurrence d'un cinquième, en faveur des employés qui en seront jugés dignes, à la condition qu'ils aient atteint l'âge de cinquante ans accomplis et qu'ils comptent plus de vingt-cinq années de services administratifs ou judiciaires.

Abstraction faite des dispositions exceptionnelles, prévues par les articles 6 et 7 de cet arrêté ministériel, on voit que cet arrêté accorde aux employés des greffes un émolument qui, pendant de nombreuses années, n'est que de 1,000 francs par an ou de fr. 2.74 par jour.

C'est un taux inférieur au salaire moyen de simples ouvriers manœuvres.

Et, cependant, l'État exige de ces employés un certificat d'études moyennes du degré inférieur.

Par circulaire du 14 novembre 1899, le Ministre de la Justice invite, en outre, les greffiers à exiger de ces agents, pour ce salaire quotidien de fr. 2-74, huit à neuf heures de présence par jour.

Il n'est pas surprenant que, dans ces conditions, ces agents se plaignent de leur position et qu'à diverses reprises leur situation ait fait l'objet des préoccupations du Parlement.

Les employés des greffes, réunis en Fédération, ont indiqué les améliorations qu'ils désiraient voir apporter à cette situation.

Leurs prétentions ne sont pas exagérées :

Ils demandent qu'au lieu d'être nommés, comme à présent, par les greffiers, ils soient nommés par arrêté royal.

L'exposé de leurs revendications s'exprime comme suit :

« Actuellement, leur nomination et leur révocation sont laissées à l'arbitraire des greffiers ; leur traitement est fixé par le Ministre et payé directement par le Trésor public.

» Il en résulte que les employés ressortent à deux autorités différentes.

» Ce système présente des inconvénients évidents : la nomination, par exemple, d'un nouveau greffier, peut entraîner souvent le renouvellement du personnel ; il n'est tenu, aux employés remplacés, aucun compte de leurs années de services, ni de leurs aptitudes spéciales ; on n'a même pas à se préoccuper des versements faits par eux, au Trésor, pour la caisse de Retraite. »

M. Le Jeune disait à la séance du Sénat, le 24 avril 1896 :

« Le greffier qui admet les employés à travailler dans son greffe peut à tout instant les congédier et à l'heure où il cède la place à un successeur, celui-ci n'a pas à tenir compte de l'ancienneté de leur collaboration ; leur sort est livré à son arbitraire. »

La proposition de nommer les employés des greffes par arrêté royal, a d'ailleurs, été adoptée, à l'unanimité, par la section centrale chargée en 1899 de l'examen du projet de loi portant modification à l'article 7 de la loi du 25 novembre 1889 et n'a été rejetée que par 42 voix contre 41 dans la séance de la Chambre du 20 juin 1899.

Cette prétention paraît légitime, pourquoi, en effet, réserver la nomination de ces agents au greffier alors que c'est le Trésor public qui paie leurs appointements ?

L'objection principale — la seule sérieuse — qu'on fasse à cette proposition c'est que les greffiers sont responsables de leur greffe.

Comment leur laisser cette responsabilité si l'État nomme leurs auxiliaires ?

Les intéressés répondent victorieusement à cette objection en disant : les greffiers en chef cessent-ils d'être responsables de leurs greffiers adjoints bien que ceux-ci soient nommés par arrêté royal ?

Cependant, la responsabilité des greffiers vis-à-vis de leurs greffiers adjoints n'a jamais présenté de difficultés.

Les commis-greffiers des tribunaux de commerce sont nommés par le tribunal et cependant les greffiers sont responsables des actes de ces agents.

Les employés des greffes demandent en second lieu qu'il soit créé des classes de traitement correspondant aux classes des tribunaux.

Cette question était déjà discutée en 1899, et le ministre de la justice de cette époque, l'honorable M. Begerem, s'exprimait à ce sujet en ces termes :

« Les employés des parquets ont réclamé parce que l'arrêté de 1892 établit » des règles uniformes pour tous les employés des parquets; les réclamants » ont demandé une distinction d'après l'importance du tribunal, selon qu'il » est de première, deuxième ou troisième classe.

» Lors de la fixation du barème que je serai appelé à dresser pour les » greffes, j'examinerai s'il n'y a pas lieu, en ce qui les concerne, d'introduire » cette innovation. »

Cette innovation a été admise pour les *employés des parquets*, mais n'a pas été introduite en faveur des *employés des greffes*, et, cependant, il semble que, de même qu'on a reconnu utile de diviser les tribunaux et les justices de paix en classes, correspondant à l'importance de leur juridiction, il est utile de mettre les traitements des employés des greffes en rapport avec les exigences de la vie, celles-ci variant avec les localités. Il est évident que les loyers, les nécessités de l'existence sont plus considérables dans la capitale ou dans une grande ville industrielle que dans une petite ville agricole.

La tendance actuelle est précisément de mettre les traitements des agents de l'Etat en concordance avec les nécessités de la vie.

Les classes des tribunaux ayant été généralement fixées, en tenant compte de l'importance des milieux où ils siègent, il paraît équitable de tenir compte aux employés des greffes de l'importance du tribunal auquel ils sont attachés.

Enfin, actuellement, si le minimum de traitement est de 1,000 francs et le maximum de 2,000 francs plus les majorations que nous avons indiquées, aucune règle ne fixe l'avancement : un agent peut atteindre le maximum en dix ans comme il pourrait l'atteindre en vingt ans, suivant la bonne volonté du greffier et les ressources budgétaires.

Pour remédier à cette situation, les employés demandent une *majoration périodique* déterminée.

Toutes ces revendications sont-elles excessives, contraires aux règles administratives?

Evidemment non, puisqu'elles viennent d'être adoptées pour les greffiers par la loi du 5 décembre 1903, votée sur la proposition du Gouvernement.

« Cette loi est ainsi conçue en son article premier :

Les traitements inférieurs des greffiers en chef, des greffiers et des greffiers adjoints de la Cour de cassation, des Cours d'appel, de la Cour militaire, des tribunaux de première instance et de commerce, des conseils de guerre et des justices de paix, tels qu'ils sont fixés par les dispositions légales actuellement en vigueur, seront périodiquement majorés d'après les bases ci-après indiquées.

Il est accordé une augmentation de traitement :

1. a) De 300 francs aux greffiers en chef des Cours de cassation et d'appel, aux greffiers de la Cour militaire et des tribunaux de première instance et de commerce, aux greffiers des conseils de guerre de 1^{re} classe et aux greffiers adjoints des Cours de cassation et d'appel et des tribunaux de commerce ;

b) De 300 francs aux greffiers des conseils de guerre et aux greffiers adjoints de la Cour militaire et des tribunaux de première instance ;

c) De 200 francs aux greffiers adjoints des conseils de guerre.

Après chaque période de cinq années de fonctions effectives dans une ou plusieurs de ces juridictions.

2. a) De 300 francs aux greffiers des justices de paix de 1^{re} classe, de 2^e classe et de 3^e classe ;

b) De 250 francs aux greffiers des justices de paix de 4^e classe ;

Après chaque période de cinq années d'exercice effectif de leurs fonctions dans la juridiction cantonale. »

Par arrêté ministériel du 28 septembre 1903, M. le Ministre de la Justice a fixé comme suit les traitements des commis des parquets :

Article premier. — Il y a dans les parquets des Cours de cassation et d'appel et des tribunaux de première instance, indépendamment des secrétaires, un ou plusieurs employés portant le titre de commis-chefs ou de commis.

Dans chaque parquet le nombre des commis ne peut excéder le tiers de celui des commis.

Art 2. — Les traitements sont fixés comme suit :

Cours de cassation et d'appel.

Secrétaires.	fr.	4,500
Commis-chefs.		2,500
Commis.		1,600

Tribunaux de première instance.

Tribunaux de 1 ^{re} classe, secrétaires . . .	fr.	4,000
» 2 ^e classe, »		3,600
» 3 ^e classe, »		3,200
Commis-chefs.		2,000
Commis.		1,200

Art. 3. — Il peut être accordé une augmentation de traitement de 300 francs aux secrétaires des parquets des Cours de cassation et d'appel et des tribunaux de première instance, après chaque période de cinq années d'exercice de leurs fonctions dans un ou plusieurs sièges de ces juridictions.

De 200 francs aux commis-chefs et aux commis dans les parquets des Cours de cassation et d'appel et des tribunaux de première instance, après

chaque période de trois années de fonctions effectives dans un ou plusieurs sièges de ces juridictions.

Il ne sera pas tenu compte du temps pendant lequel l'intéressé n'aura pas joui de son traitement ni des services rendus avant l'âge de 21 ans par les secrétaires et avant celui de 18 ans par les commis-chefs et les commis.

Les greffiers et les commis des parquets ont donc obtenu satisfaction.

On ne peut s'expliquer la raison pour laquelle les *employés des greffes* n'ont pas bénéficié de dispositions semblables.

En vue de remédier à cette situation, nous croyons devoir présenter le projet de loi ci-annexé.

MAURICE LEMONNIER.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

La loi du 3 juillet 1899 concernant les employés dans les greffes est remplacée par les dispositions suivantes :

Article premier. — Les employés des greffes des cours et tribunaux, ainsi que des justices de paix de 1^{re} et de 2^e classe sont nommés par le Roi sur deux listes doubles de candidats présentées l'une par le premier président, le président ou le juge de paix, l'autre par le greffier en chef ou le greffier.

Ils peuvent être révoqués par arrêté royal.

Leur nombre est déterminé par le Ministre de la Justice.

Article 2. — Les traitements des employés des cours, des tribunaux et des justices de paix de 1^{re} et de 2^e classe sont fixés conformément au tableau ci-après :

	Commis.	Commis-chefs.
Cour de cassation et Cour d'appel	1,400 à 3,000	2,400 à 3,500
Tribunaux de 1 ^{re} instance et tribunaux de commerce :		
Tribunaux de 1 ^{re} classe . .	1,400 à 2,800	2,000 à 3,200
Id. de 2 ^e classe . .	1,400 à 2,500	1,800 à 3,000
Id. de 3 ^e classe . .	1,400 à 2,200	1,600 à 2,800
Justices de paix de 1 ^{re} classe.	1,400 à 2,800	2,000 à 3,200
Id. de 2 ^e classe.	1,400 à 2,500	1,800 à 3,000

WETSVOORSTEL

EENIG ARTIKEL.

De wet van 3 Juli 1899 betreffende de beambten ter griffiën wordt vervangen door de navolgende bepalingen :

Eerste artikel. — De beambten ter griffiën bij de hoven en bij de rechtbanken, alsmede bij de vrederechten van 1^{ste} en 2^{de} klasse, worden door den Koning benoemd uit twee dubbele-candidatenlijsten, waarvan de eene is voorgesteld door den Eersten Voorzitter, den Voorzitter of den Vrederechter, de andere door den Hoofdgriffier of den Griffier.

Zij kunnen bij Koninklijk Besluit afgezet worden.

Hun aantal wordt door den Minister van Justitie bepaald.

Artikel 2. — De jaarwedden van de beambten bij de hoven, bij de rechtbanken en bij de vrederechten van 1^{ste} en 2^{de} klasse worden overeenkomstig de volgende tabel vastgesteld :

	Commiezen.	Hoofd-Commiezen
Hof van Cassatie en Hof van Beroep	1,400 tot 3,000	2,400 tot 3,500
Rechtbanken van 1 ^{sten} aanleg en rechtbanken van koop-handel :		
Rechtbanken van 1 ^{ste} klasse .	1,400 tot 2,800	2,000 tot 3,200
Id. van 2 ^{de} klasse .	1,400 tot 2,500	1,800 tot 3,000
Id. van 3 ^{de} klasse .	1,400 tot 2,200	1,600 tot 2,800
Vrederechten van 1 ^{ste} kl.	1,400 tot 2,800	2,000 tot 3,200
Id. van 2 ^{de} klasse .	1,400 tot 2,500	1,800 tot 3,000

Article 3. — Il est accordé à ces employés une augmentation de traitement de 500 francs après chaque période de cinq années de fonctions effectives dans une ou plusieurs juridictions.

Les augmentations de traitement prennent cours à partir du premier du mois qui suit l'expiration de la période quinquennale, telle qu'elle est déterminée par les dispositions qui précèdent.

Article 4. — Il est créé, dans chaque greffe, dont le nombre des employés est de trois au moins, une place de commis chef. — Dans les greffes dont le personnel se compose de plus de trois employés, le nombre des commis chefs sera du tiers du nombre des employés.

Article 5. — Le taux maximum pourra être élevé jusqu'à concurrence d'un cinquième en plus en faveur des titulaires ayant au moins dix années de grade et comptant plus de vingt-cinq années de services administratifs ou judiciaires et cinquante années d'âge.

Article 6. — La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1906. Il sera tenu compte aux titulaires actuellement en fonctions, de leurs années de service pour la fixation des nouveaux traitements et de leur pension de retraite.

Artikel 3. — Aan die beambten wordt, na elk vijfjarig tijdvak van werkelijke ambtsbediening bij één of verscheidene rechtsmachten, eene verhooging van jaarwedde van 300 frank toegekend.

De verhoogingen van jaarwedde nemen een aanvang van af den eersten der maand volgende op het eindigen van het vijfjarig tijdvak, zooals het bij bovenstaande bepalingen is geregeld.

Artikel 4. — Bij elke griffie, waar het getal beambten ten minste drie bedraagt, wordt eene plaats van hoofdcommies ingesteld.

Bij de griffiën, waar het personeel is samengesteld uit meer dan drie beambten, wordt het getal hoofdcommiezen bepaald op het derde van het getal beambten.

Artikel 5. — Het maximumbedrag kan worden verhoogd tot op een vijfde meer ten voordeele van de titelvoerders die ten minste tien jaren graad en meer dan vijf en twintig jaren dienst bij het Bestuur of bij het Gerecht tellen en den leeftijd van vijftig jaren hebben bereikt.

Artikel 6. — Deze wet treedt in werking den 1^{en} Januari 1906. Voor de thans in functie zijnde titelvoerders, komen hunne dienstjaren in aanmerking bij de berekening van de nieuwe jaarwedden en van hun pensioen.

Maurice LEMONNIER.

Paul JANSON.

P. HYMANS.

Léon LEPAGE.

Fulgence MASSON.



(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 DECEMBER 1903.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 3 Juli 1899 betreffende de beambten ter griffiën.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bij ministerieel besluit van 15 November 1901, werd de toestand van de beambten ter griffiën geregeld als volgt :

« *Artikel 5.* — De jaarwedden van de beambten ter griffiën bij de hoven van beroep, bij de rechtbanken en bij de vrederechten en rechtstreeks door de openbare Schatkist betaald, worden aldus bepaald :

» Minimum : 1,000 frank.

» Maximum : 2,000 frank.

» *Artikel 6.* — Op voordracht van den griffier, en wegens de belangrijkheid der bewezen diensten, kan de Minister van Justitie aan een beambte, bij elke griffie, 500 frank hogere jaarwedde toekennen dan het bij artikel 5 vastgesteld maximum.

» Hetzelfde voordeel kan worden verleend aan 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10 beambten ter griffiën, tellende respectievelijk 5, 8, 11, 14, 17, 20, 23, 26 of 29 beambten die rechtstreeks door de openbare Schatkist worden bezoldigd.

» *Artikel 7.* — De jaarwedden gebracht op het maximum, in de twee vorige artikelen bepaald, kunnen nog worden verhoogd tot het bedrag van een vijfde, ten voordeele van beambten die daartoe waardig worden gekeurd, op voorwaarde dat zij den leeftijd van 50 jaar hebben bereikt en meer dan vijf en twintig dienstjaren bij het Bestuur of het Gerecht tellen. »

Daargelaten de uitzonderlijke bepalingen voorzien bij de artikelen 6 en 7 van dat ministerieel besluit, verleent het, zooals men ziet, aan de beambten ter griffiën eene wedde die, gedurende talrijke jaren, slechts 1,000 frank bedraagt, of min dan fr. 2.74 per dag.

Dat is minder dan het gemiddeld dagloon van eenvoudige handwerkers. En nochtans eischt de Staat van die beambten een getuigschrift van middelbare studiën van den lageren graad.

Bij omzendbrief van 14 November 1899, verzoekt de Minister van Justitie daarenboven de griffiers, te eischen dat deze beambten, voor dat dagelijksch loon van fr. 2.74, acht tot negen uren per dag aanwezig zouden zijn.

't Is niet te verwonderen, dat, onder zulke omstandigheden, deze beambten klagen over hunnen toestand en dat het Parlement zich hiermede herhaaldelijk inliet.

De beambten ter griffiën, in Bond vereenigd, hebben opgegeven welke verbeteringen zij in dien toestand verlangen.

Hunne eischen zijn niet overdreven :

Zij vragen om bij koninklijk besluit te worden benoemd, in stede van, zooals nu, door de griffiers.

In het vertoog hunner vorderingen drukken zij zich volgenderwijs uit :

« Thans wordt hunne aanstelling en afzetting overgelaten aan de willekeur der griffiers, hunne jaarwedde bepaald door den Minister en rechtstreeks door de Schatkist betaald.

« Daaruit volgt, dat de beambten afhangen van twee verschillende overheden.

» Dat stelsel levert blijkbaar bezwaren op : de benoeming van een nieuwen griffier, bij voorbeeld, kan vaak de vernieuwing van het personeel voor gevolg hebben ; wat betreft de vervangen beambten, wordt geene rekening hoegenaamd gehouden met hunne dienstjaren, noch met hunne bijzondere bekwaamheid ; zelfs hoeft men zich niet te bekommeren om de stortingen door hen in de Schatkist gedaan voor de Pensioenkas. »

De heer Lejeune zegde ter Senaatsvergadering van 24 April 1896 :

» De griffier die beambten aanneemt om op zijne griffie te arbeiden, kan ze wegzenden wanneer hij wil, en op 't oogenblik dat hij de plaats overlaat aan zijnen opvolger, dient deze geene rekening te houden met de jaren hunner medewerking ; hun lot wordt aan zijne willekeur overgelaten. »

Het voorstel om de beambten ter griffiën te benoemen bij koninklijk besluit, werd eenparig goedgekeurd door de middenafdeeling, die in 1899 was belast met het onderzoek van het ontwerp van wet tot wijziging van artikel 7 der wet van 23 November 1889, en werd ter Kamervergadering van 10 Juni 1899 verworpen met slechts 1 stem meerderheid, 42 tegen 41.

Deze eisch schijnt billijk. Waarom, trouwens, de benoeming van die beambten overlaten aan den griffier, terwijl de Schatkist hunne jaarwedde betaalt ?

Het voornaamste en het eenig ernstig bezwaar dat tegen dit voorstel wordt ingebracht, is dat de griffiers verantwoordelijk zijn voor hunne griffie.

Zegevierend antwoorden de belanghebbenden daarop : « Zijn de hoofdgriffiers niet verantwoordelijk voor hunne adjunct-griffiers, ofschoon dezen bij koninklijk besluit worden benoemd ? »

De verantwoordelijkheid van de griffiers ten aanzien van hunne adjunct-griffiers leverde nochtans nooit bezwaren op.

De commiezen-griffiers bij de rechtbanken van koophandel worden aangesteld door de rechtbank en toch zijn de griffiers verantwoordelijk voor de daden van die beambten.

In de tweede plaats vragen de beambten ter griffiën, dat er klassen van jaarwedde worden ingesteld, overeenkomend met de klassen der rechtbanken

Reeds in 1899 werd die zaak besproken en de toenmalige Minister van Justitie, de achtbare heer Begerem, drukte zich daarover uit in deze bewoordingen : « De parketsbeambten hebben geklaagd, omdat het besluit van 1892 » gelijke regelen stelt voor alle parketsbeambten ; zij vroegen om een onderscheid te maken, naar gelang van de belangrijkheid der rechtbank, volgens dat deze tot de eerste, tot de tweede of tot de derde klasse behoort. » Wanneer het tarief voor de beambten ter griffiën wordt vastgesteld, » zal ik onderzoeken of deze nieuwigheid te hunnen opzichte niet dient te worden ingevoerd. »

Deze nieuwigheid werd aangenomen voor de *parketsbeambten*, doch niet op de *beambten ter griffiën* toegepast, en evenwel schijnt het, dat, evenals het nuttig werd bevonden de rechtbanken en vredegerechten, naar gelang van de belangrijkheid van hun rechtsgebied, in klassen in te deelen, het ook nuttig is de jaarwedde van de beambten ter griffiën overeen te brengen met de levensbenoodigheden, die in de onderscheidene plaatsen verschillen. Stellig kosten huishuur en levensmiddelen duurder in de hoofdstad of in eene groote nijverheidsstad dan in eene kleine landelijke plaats.

Er bestaat thans juist eene strekking om de jaarwedde van Staatsbeambten overeen te brengen met de levensbenoodigheden.

Daar de klassen der rechtbanken in den regel werden vastgesteld naar gelang van de aanzienlijkheid der plaats waar ze zijn gevestigd, schijnt het billijk om voor beambten ter griffiën rekening te houden met de belangrijkheid der rechtbank, waarbij ze werkzaam zijn.

Eindelijk, zoo thans het minimum der jaarwedde 1,000 frank bedraagt en het maximum 2,000 frank, behalve de door ons opgegeven verhoogingen, de bevordering wordt door geenen regel hoegenaand bepaald : een beambte kan het maximum bereiken in tien jaar, zoowel als in twintig jaar, naar den wil van den griffier en de geldmiddelen der begrooting.

Om dien toestand te verhelpen, vragen de beambten eene bepaalde *verhoging op gezette tijdstippen*.

Zijn al deze eischen overdreven, in strijd met de bestuursregelen?

Voorzeker neen, vermits zij bij de wet van 5 December 1903 voor de griffiers werden aangenomen op voorstel der Regeering.

Artikel 1 van die wet luidt :

« De minste jaarwedden van de hoofdgriffiers, van de griffiers en de toegevoegde griffiers bij het hof van verbreking, de hoven van beroep, het kriegsrechtshof, de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel, de

krijgsraden en de vredegerichten, zooals die door de thans van kracht zijnde wetsbepalingen zijn vastgesteld, worden, op vaste tijdstippen, naar de volgende grondslagen verhoogd :

» Worden vermeerderd :

» I. a) Met 300 frank, de jaarwedden van de hoofdgriffiers bij de hoven van verbreking en van beroep, van de griffiers bij het krijgsgerechtshof en bij de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel, van de griffiers der 1^{ste} klasse en van de toegevoegde griffiers bij de hoven van verbreking en van beroep en bij de rechtbanken van koophandel;

» b) Met 300 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de krijgsraden en van de toegevoegde griffiers bij het krijgsgerechtshof en bij de rechtbanken van eersten aanleg ;

» c) Met 200 frank, de jaarwedden van de toegevoegde griffiers bij de krijgsraden,

» Na elk tijdperk van vijf jaren werkelijke ambtsbediening bij ééne of bij verscheidene dier rechtsmachten.

» II. a) Met 300 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de vredegerichten der 1^{ste}, der 2^e en der 3^e klasse ;

» b) Met 250 frank, de jaarwedden van de griffiers bij de vredegerichten der 4^e klasse,

» Na elk tijdperk van vijf jaren werkelijke ambtsuitoefening bij de kantonale rechtsmacht. »

Bij ministerieel besluit van 28 September 1903, bepaalde de heer Minister van Justitie de jaarwedden der parketsklerken als volgt :

« *Artikel 1.* — Bij de parketten van het hof van cassatie, van de hoven van beroep en van de rechtbanken van eersten aanleg, zijn er, behalve de secretarissen, één of meer beambten den titel voerende van hoofdcommies of commies.

» Bij ieder parket mag het getal hoofdcommiezen niet meer bedragen dan het derde van 't getal der commiezen.

» *Art. 2.* — De jaarwedden worden bepaald als volgt :

» *Hof van cassatie en hoven van beroep :*

» Secretarissen	fr.	4,500
» Hoofdcommiezen		2,500
» Commiezen		1,600

» *Rechtbanken van eersten aanleg :*

» Rechtbanken van 1 ^{ste} klasse : Secretarissen .	fr.	4,000
» 2 ^e » » .		3,600
» 3 ^e » » .		3,200
» Hoofdcommiezen		2,000
» Commiezen		1,200

» *Art. 3.* — Er kan eene verhooging van jaarwedde worden toegestaan : van 300 frank, aan de secretarissen der parketten van het hof van cassatie, van de hoven van beroep en van de rechtbanken van eersten aanleg, na elk tijdvak van vijf jaar uitoefening huns ambts in een of meer zetels dier rechtsmachten;

» Van 200 frank, aan de hoofdcommiezen en commiezen bij de parketten van het hof van cassatie, van de hoven van beroep en van de rechtbanken van eersten aanleg, na elk tijdvak van drie jaar werkelijke ambtsbediening in één of meer zetels dier rechtsmachten.

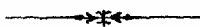
« Er wordt geene rekening gehouden met den tijd gedurende welken de belanghebbende zijne jaarwede niet genoot, noch met de diensten, bewezen vóór den ouderdom van 21 jaar door de secretarissen, en vóór dien van 18 jaar door de hoofcommiezen en commiezen. »

Dus hebben *de griffiers en commiezen bij de parketten* voldoening erlangd.

Het is niet te verklaren om welken reden de *beambten* ter griffiën niet het voordeel van soortgelijke bepalingen genoten.

Om dien toestand te verhelpen meenen wij het hier bijgevoegd wetsvoorstel te moeten overleggen.

MAURICE LEMONNIER.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

La loi du 3 juillet 1899 concernant les employés dans les greffes est remplacée par les dispositions suivantes :

Article premier. — Les employés des greffes des cours et tribunaux, ainsi que des justices de paix de 1^{re} et de 2^e classe sont nommés par le Roi sur deux listes doubles de candidats présentées l'une par le premier président, le président ou le juge de paix, l'autre par le greffier en chef ou le greffier.

Ils peuvent être révoqués par arrêté royal.

Leur nombre est déterminé par le Ministre de la Justice.

Article 2. — Les traitements des employés des cours, des tribunaux et des justices de paix de 1^{re} et de 2^e classe sont fixés conformément au tableau ci-après :

	Commis.	Commis-chefs
Cour de cassation et Cour d'appel	1,400 à 3,000	2,400 à 3,500
Tribunaux de 1 ^{re} instance et tribunaux de commerce :		
Tribunaux de 1 ^{re} classe . .	1,400 à 2,800	2,000 à 3,200
Id. de 2 ^e classe . .	1,400 à 2,500	1,800 à 3,000
Id. de 3 ^e classe . .	1,400 à 2,200	1,600 à 2,800
Justices de paix de 1 ^{re} classe.	1,400 à 2,800	2,000 à 3,200
Id. de 2 ^e classe.	1,400 à 2,500	1,800 à 3,000

WETSVOORSTEL

EENIG ARTIKEL.

De wet van 3 Juli 1899 betreffende de beambten ter griffiën wordt vervangen door de navolgende bepalingen :

Eerste artikel. — De beambten ter griffiën bij de hoven en bij de rechtbanken, alsmede bij de vrederechten van 1^{ste} en 2^{de} klasse, worden door den Koning benoemd uit twee dubbele kandidatenlijsten, waarvan de eene is voorgesteld door den eersten voorzitter, den voorzitter of den vrederechter, de andere door den hoofdgriffier of den griffier.

Zij kunnen bij Koninklijk Besluit afgezet worden.

Hun aantal wordt door den Minister van Justitie bepaald.

Artikel 2. — De jaarwedden van de beambten bij de hoven, bij de rechtbanken en bij de vrederechten van 1^{ste} en 2^{de} klasse worden overeenkomstig de volgende tabel vastgesteld :

	Commis.	Hoofd-Commis.
Hof van cassatie en Hof van beroep	1,400 tot 3,000	2,400 tot 3,500
Rechtbanken van 1 ^{sten} aanleg en rechtbanken van koop-handel :		
Rechtbanken van 1 ^{ste} klasse .	1,400 tot 2,800	2,000 tot 3,200
Id. van 2 ^{de} klasse .	1,400 tot 2,500	1,800 tot 3,000
Id. van 3 ^{de} klasse .	1,400 tot 2,200	1,600 tot 2,800
Vrederechten van 1 ^{ste} kl.	1,400 tot 2,800	2,000 tot 3,200
Id. van 2 ^{de} klasse .	1,400 tot 2,500	1,800 tot 3,000

Article 3. — Il est accordé à ces employés une augmentation de traitement de 300 francs après chaque période de cinq années de fonctions effectives dans une ou plusieurs juridictions.

Les augmentations de traitement prennent cours à partir du premier du mois qui suit l'expiration de la période quinquennale, telle qu'elle est déterminée par les dispositions qui précèdent.

Article 4. — Il est créé, dans chaque greffe, dont le nombre des employés est de trois au moins, une place de commis chef. — Dans les greffes dont le personnel se compose de plus de trois employés, le nombre des commis chefs sera du tiers du nombre des employés.

Article 5. — Le taux maximum pourra être élevé jusqu'à concurrence d'un cinquième en plus en faveur des titulaires ayant au moins dix années de grade et comptant plus de vingt-cinq années de services administratifs ou judiciaires et cinquante années d'âge.

Article 6. — La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1906. Il sera tenu compte aux titulaires actuellement en fonctions, de leurs années de service pour la fixation des nouveaux traitements et de leur pension de retraite.

Artikel 3. — Aan die beambten wordt, na elk vijfjarig tijdvak van werkelijke ambtsbediening bij één of bij verscheidenerechtsmachten, eene verhooging van jaarwedde van 300 frank toegekend.

De verhoogingen van jaarwedde nemen een aanvang van af den eersten der maand volgende op het eindigen van het vijfjarig tijdvak, zooals het bij bovenstaande bepalingen is geregeld.

Artikel 4. — Bij elke griffie, waar het getal beambten ten minste drie bedraagt, wordt eene plaats van hoofdcommies ingesteld. Bij de griffiën, waar het personeel is samengesteld uit meer dan drie beambten, wordt het getal hoofdcommiezen bepaald op het derde van het getal beambten.

Artikel 5. — Het maximum bedrag kan worden verhoogd tot op een vijfde meer ten voordeele van de titelvoerders die ten minste tien jaren graad en meer dan vijf en twintig jaren dienst bij het Bestuur of bij het Gerecht tellen en den leeftijd van vijftig jaren hebben bereikt.

Artikel 6. — Deze wet treedt in werking den 1^{en} Januari 1906. Voor de thans in functie zijnde titelvoerders, komen hunne dienstjaren in aanmerking bij de berekening van de nieuwe jaarwedden en van hun pensioen.

Maurice LEMONNIER.

Paul JANSON.

P. HYMANS.

Léon LEPAGE.

Fulgence MASSON.

